L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO

mardi 5 octobre 2021

Chômage, inflation, il faut riposter à l'offensive patronale

Qui va payer la note ? Le retour de la hausse non maîtrisée des prix, l'explosion de la précarité et de la pauvreté mettent à l'ordre du jour de toutes les familles des milieux populaires, et parfois plus largement, la question des salaires, du travail partagé, des retraites et allocations diverses. Il ne s'agit plus de demander un léger mieux mais désormais d'éviter de basculer de la gêne vers la pauvreté pour de larges secteurs de la société.

Inflation, spéculation : les plaies de leur société

Les faits sont cinglants. D'un côté nous avons la hausse annoncée de 57 % du gaz depuis janvier 2021, de 12 % de l'électricité, 10 millions de pauvres, des loyers qui deviennent inaccessibles, l'essence qui frôle les 2 euros, les aliments de première nécessité deviennent inabordables. De l'autre une société absurde qui nous impose des salaires de misère, un marché du travail qui mêle un chômage et une précarité en hausse… et des secteurs en pénurie de main d'œuvre. D'un côté des hôpitaux en surcharge, de l'autre la suppression de 5 000 lits cette année, car notre santé est pour eux une marchandise.

Tout cela ne vient pas du ciel. La hausse du prix de l'énergie ne vient pas d'une hausse de la demande, ni de la rareté soudaine du gaz ou du pétrole, ni de la difficulté à la produire (le nucléaire en France fournit au-delà des besoins). Tout comme la nourriture, et on pourrait étendre le raisonnement aux composants dont le manque bloque des chaînes de production : ces hausses de prix sont au premier rang le fruit de la spéculation, cet appendice inévitable de leurs lois du marché. La preuve ? Les grandes multinationales organisent la pénurie pour faire flamber les prix. Il n'y a qu'à voir la Bourse et ses profits et là on constate que ce n'est pas la crise pour tout le monde. Ce sont plus de 51 milliards d'euros qui seront distribués en France aux actionnaires (10 milliards de plus qu'en 2020). D'un côté une misère croissante de l'autre une richesse insolente, voilà le scandale dont personne ne veut parler.

Leurs solutions

Castex, le Premier ministre, est intervenu jeudi dernier au journal de TF1 pour annoncer ses solutions. Il a promis un « bouclier énergétique », un blocage des prix pour avril, à la veille des élections, un lissage des prix, de pitoyables chèques-énergie. En bref, beaucoup de vent et peu d'argent : le valet de Macron vient d'inventer le gilet pare-balles en carton... après la fusillade ! Rien à voir avec les centaines de milliards distribués au patronat, sans conditions.

Le chômage ? Eh bien le gouvernement va pénaliser les chômeurs, les forcer à accepter n'importe quel travail à n'importe quel salaire. La réforme de l'assurance-chômage, dont celle du calcul des allocations, est entrée en application le 1er octobre, et ce sont plus de 1,5 million de chômeurs qui verront leur aide de retour à l'emploi réduite en moyenne de 17 %.

Que disent les autres politiciens ? La gauche est bien silencieuse et pleurnicheuse tandis que Zemmour propose de changer les prénoms des gamins et la guerre civile entre pauvres. Bardella, président par intérim du Rassemblement national, dans une interview s'oppose clairement à l'augmentation des salaires. Avec ceux-là les spéculateurs peuvent dormir tranquilles !

La nécessaire riposte

La journée du 5 octobre, avec ses manifestations dans tout le pays, est une première étape. Il faut préparer la suite. Car il est plus que temps de mettre sur la table les sujets qui nous pourrissent la vie : leurs profits insolents qui vont de pair avec nos fins de mois difficiles.

Imposer une hausse des salaires, en finir avec le chômage imposera de travailler tous, moins et autrement.

Des collègues comme nous, dans les transports comme à Transdev et ailleurs, luttent par la grève et nous montrent la voie. Car nous n'aurons que ce nous prendrons, à condition de nous rassembler, nous coordonner en luttant ensemble pour résoudre nos vrais problèmes et non sombrer dans les débats qu'ils nous imposent.

Pour nous contacter :
www.convergencesrevolutionnaires.org

Des embauches pour travailler en sécurité

Nous avons appris par mail que sur la région, 70 d'entre nous sont équipés de l'application Gameo, qui est un dispositif d'alerte en cas de malaise pour un travailleur isolé. Et c'est bien là le problème : l'accentuation de l'isolement sur le poste de travail pour bon nombre d'entre nous.

Des embauches pour pouvoir se former

Depuis la reprise des formations en présentiel, il y a toutes les semaines des collègues absents. Cela crée de la surcharge de travail et des difficultés à poser des RTT. Si au moins les formations étaient priorisées selon leur utilité… Mais le plan de formation n'est pas décidé par les salariés eux-mêmes.

Sûr que nous, nous embaucherions des renforts, y compris au service formation !

Du « pantouflage » chez Suez

En nommant un tout nouveau directeur commercial, la région PSO accueille un véritable renfort politique, qui va s'évertuer à actionner tous ses réseaux, établis pendant sa carrière passée dans le secteur public.

Nul doute que les talents de lobbyiste de notre nouveau directeur, à défaut de n'avoir aucune connaissance de nos métiers, vont être mis à contribution pour amadouer des élus de plus en plus nombreux à faire le choix d'une régie publique de l'eau. Avant de redéployer son parachute pour poursuivre ailleurs sa carrière, et ses ambitions personnelles, dans le privé… ou le public !

L'écologie a bon d'eau

Sous prétexte d'éviter la vente de bouteilles en plastique, Mac Do vend désormais des gobelets en carton remplis… d'eau du robinet filtrée.

Avec un prix à 7 euros le litre, les profits coulent de source.

Les aides à domicile se mobilisent

À Paris, lors de la journée de grève interprofessionnelle du 23 septembre, une centaine d'aides à domicile se rassemblaient devant le ministère de la Santé. Ces salariées se font de plus en plus entendre sous l'effet d'une dégradation générale de leurs conditions de travail et des bas salaires, 900 euros en moyenne. Ces travailleuses longtemps invisibilisées, qui ont été à plusieurs reprises en grève notamment dans le Loir-et-Cher cet hiver, ne comptent pas en rester là.

Rendons hommage… à ceux que Tapie a licenciés

Les médias, les responsables politiques de droite et de gauche, le monde des affaires, se bousculent pour « rendre hommage » à Tapie. La société capitaliste célèbre l'un des siens. Tapie a fait fortune en rachetant des entreprises au franc symbolique, puis en virant les salariés. La Vie claire, Manufrance, Terraillon, autant d'arnaques qui furent ses titres de gloire.

Les salariés de l'usine Wonder, fabricant de piles, en firent les frais. Tapie la rachète en 1984 et procède immédiatement aux licenciements de 519 ouvrières et ouvriers. L'action Wonder fait alors un bond de 560 %. Pas étonnant qu'ils célèbrent toujours ce genre de recette.

Nos hommages vont à ceux qui, hier comme aujourd'hui, chez Wonder et partout ailleurs, ont lutté et luttent contre les licenciements et les patrons voyous dont Tapie n'était qu'un des plus tapageurs.

La « passion » de Macron pour la destruction du réseau ferroviaire !

Le 17 septembre, Macron, à l'occasion des 40 ans du TGV, vantait la « passion française » pour cette technologie, annonçant dans la foulée des investissements massifs dans de nouveaux projets. Quatre ans plus tôt, lors de l'inauguration de la ligne à grande vitesse Le Mans – Rennes, il y promettait de financer « les renouvellements d'infrastructures ».

Durant son mandat, Macron, dans la continuité des gouvernements précédents, aura fait tout le contraire : suppression massive de personnel, fermeture de petites lignes remplacées par des bus polluants… Une politique opposée aux besoins de la population. Décidément, le TGV « passionne » la bourgeoisie avide de profits bien plus que les pauvres qui ne peuvent pas se payer le billet !

États-Unis : des dizaines de milliers de manifestants pour le droit à l'avortement

Aux États-Unis, des dizaines de milliers de personnes ont défilé le week-end dernier pour réclamer le respect du droit à l'avortement. L'entrée en vigueur, le 1er septembre dernier, d'une loi au Texas – qui interdit quasiment tous motifs d'avortement et incite des délateurs à dénoncer les femmes qui y ont recours – avait suscité une très forte émotion dans le pays et déclenché une guérilla judiciaire et une contre-attaque du Congrès et de la Maison-Blanche.

Mais cela n'était que la partie visible de l'iceberg. En effet, depuis le début de l'année, pas moins de 19 États ont adopté 63 lois restreignant l'accès à l'IVG. L'adoption de la loi texane a été le déclencheur d'un vaste mouvement de mobilisation. Et c'est la voie à suivre pour faire reculer non seulement le Texas et la Cour suprême, qui refuse d'intervenir, mais aussi les réactionnaires de tout poil qui veulent priver les femmes du droit à disposer librement de leur corps.